

Unité départementale des Cotes d'Armor

Plérin, le 28 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



EUREDEN

Route de trédias - LD La Gare
BP 18
22250 BROONS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement EUREDEN implanté Route de trédias - LD La Gare BP 18 22250 BROONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 21 juillet a été effectuée de manière inopinée. Elle s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur le contrôle des silos et des installations de stockage vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique pouvant dégager des poussières inflammables, classées à Autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'Environnement.

Un courrier d'information précisant le cadre de cette action ainsi que l'éventualité d'une inspection inopinée du site avait précédemment été transmis à l'exploitant en février dernier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Route de trédias - LD La Gare BP 18 22250 BROONS
- Code AIOT dans GUN : 0005500023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site de la société EUREDEN à Broons bénéficie d'un arrêté préfectoral daté du 10 février 1994. Cette coopérative agricole est spécialisée dans la fabrication de produits agro-alimentaires pour le bétail issus des céréales (blé, maïs,...), de substances végétales organiques et d'éléments minéraux stockés sur le site.

Du fait de cette activité, elle possède et exploite sur son site de BROONS des équipements appropriés à la transformation des céréales brutes : broyeurs, séchoirs, silos de stockage notamment.

Les installations de stockage de céréales visées par la présente inspection sont celles relevant de la rubrique n° 2160-2a de la nomenclature des installations classées (silos dits verticaux) :

- un silo Coque composé de 4 cellules (volume total 42 666 m³),
- un silo Palplanches ou silo "Cases" comportant 10 cellules (volume total de 8 380 m³) ,
- 11 cellules dites LIP pour un volume total de 3 937 m³,
- un silo béton (4 cellules + un as de carreau pour un total de 7 570 m³),
- 3 cellules de type Privé pour un volume de 10 737 m³.

Le site comprend également des boisseaux associés aux installations.

Le volume total stocké est évalué à 78 205 m³ au sein de l'établissement. Ce dernier relève donc du régime de l'Autorisation au titre de la rubrique 2160-2.

Le thème de visite retenu est la maîtrise de l'empoussièrement au sein des silos pour prévenir le risque d'incendie et/ou d'explosion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|--|---|
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion – Entretien et dépoussiérage | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – 1 ^{er} alinéa |
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion – Fréquence des nettoyages et enregistrements | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – 2 ^{ème} alinéa |
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion – Moyens/équipements utilisés | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – alinéas 3 et 4 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|--|--|
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 – Aires de chargement/déchargement |
| Prévention des risques d'incendie et d'explosion | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 15 – Détection d'incident et asservissement |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure de nettoyage mise en place pour maîtriser l'empoussièrement des silos est suivie et les enregistrements des nettoyages sont de manière générale réalisés sur un registre dédié comme attendu.

L'inspection a relevé 3 constats au cours de la visite réalisée, portant en particulier sur le niveau d'empoussièrement de la passerelle supérieure du silo Coque (et dans une moindre mesure, celle du silo béton), l'adaptation nécessaire de la périodicité des nettoyages en période de forte activité (moisson) dans les zones les plus sensibles, la complétude du registre des nettoyages et la prise en compte des interventions des cordistes dans l'organisation de ces derniers.

La procédure de nettoyage doit donc être complétée en conséquence et intégrer, sous conditions, l'utilisation d'équipements tels que le balai ou l'air comprimé pour les opérations de nettoyage.

L'exploitant doit par ailleurs fournir à l'inspection les justificatifs attestant que la centrale d'aspiration présente au sein de l'établissement pour réaliser ces nettoyages est conforme aux normes en vigueur pour prévenir tout risque d'incendie ou d'explosion.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage : aires de chargement/déchargement |
| Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none">- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées. |
| Constats : Le site dans sa totalité comporte 7 fosses de réception (en incluant l'usine d'alimentation pour le bétail) : <ul style="list-style-type: none">- les fosses R1 et R2 qui sont associées aux cellules de type privé,- les fosses R3 et R4 associées à l'usine d'alimentation pour le bétail,- les fosses R5 et R6 associées au silo "Coque" et au magasin 99 (silo plat),- la fosse R7 associée au magasin 100 (silo plat). L'inspection s'est attachée au cours de la visite à examiner l'état d'entretien des fosses associées à la réception des matières premières dans les silos dits verticaux. Toutes les fosses sont extérieures aux silos et bénéficient d'une atmosphère aérée : local ouvert sur une face pour les fosses 1 et 2, sous auvent pour les fosses R3, R4 et R6 et en plein air pour la fosse R7. Seule l'une d'elle (fosse n° 4) est munie d'une aspiration centralisée car elle est susceptible d'accueillir des produits plus sensibles en matière d'émission de poussières. L'ensemble des fosses inspectées est propre et en bon état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – 1er alinéa |
| Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des surfaces empoussiérées |
| Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. |
| Constats : L'inspection a été réalisée en suivant le cheminement des matières premières réceptionnées, en partant des fosses de réception, en suivant les transporteurs (galeries sous cellules) puis élévateurs, tours de manutention et galeries (ou passerelles) sur-cellules. L'inspection s'est déroulée de manière inopinée en pleine campagne de réception des céréales (moissons en cours). Une personne sur site est dédiée à temps plein au nettoyage de ces installations. Le personnel n'est cependant pas autorisé à intervenir sur les parois des cellules qui sont nettoyées, à la demande, par des cordistes (société SILO NET). De la même manière, ces spécialistes interviennent sur les parties considérées comme inaccessibles. Ont en particulier été vus : 1. les silos de type Privé (trois cellules métalliques cylindriques extérieures + galerie sous cellule) : le transporteur à chaîne présent dans la galerie sous cellule est capoté, ce qui permet une maîtrise des émissions de poussières satisfaisante. L'état général en matière d'empoussièrement est jugé satisfaisant. 2. le silo béton (4 cellules cylindriques + un as de carreau / galerie sous cellule + passerelle supérieure) : la galerie sous cellule est isolée, le transporteur y est capoté, elle est équipée d'une aspiration centralisée et son état (empoussièrement) est satisfaisant. La passerelle supérieure a été nettoyée via la centrale d'aspiration le 18/07, soit 3 jours avant la visite. La périodicité fixée pour ce nettoyage est hebdomadaire mais en période de collecte, elle pourra être aménagée car le dépôt de poussière y est déjà significatif (cellules ouvertes en partie haute). 3. le silo Palplanches (10 cellules ou "cases" avec une galerie sous cellules et une passerelle supérieure) : la galerie sous cellule est propre (transporteur capoté et placé sous aspiration). La passerelle supérieure est en revanche fabriquée en matériau plein ce qui favorise l'accumulation des poussières : un nettoyage y est nécessaire. Le dernier enregistré date du 18/07, soit trois jours avant la visite. Le planning de nettoyage a donc été respecté (périodicité hebdomadaire), cependant la configuration (cellules ouvertes en partie supérieure et passerelle en métal et matériau plein) fait apparaître qu'une adaptation de cette périodicité est nécessaire en pleine période de collecte. 4. le silo Coque (4 cellules + galerie sous cellules + passerelle supérieure) : la galerie sous cellule est propre (transporteur capoté et placé sous aspiration). La passerelle supérieure réalisée en matériau plein est davantage susceptible d'accumuler la poussière et ce d'autant plus que les cellules sont ouvertes en partie haute. Ce silo accueille à lui seul plus de la moitié de la capacité de stockage des silos verticaux présents sur le site et l'activité des dernières semaines y a été intense. Un nettoyage y été réalisé (pas de date enregistrée sur le planning de nettoyage) mais à l'aide d'un balai (malgré la présence d'une colonne d'aspiration) : des petits tas ont ainsi constitués un peu partout qui n'ont pas été ramassés depuis. La localisation du silo rend la centrale d'aspiration peu efficace selon l'exploitant et la disponibilité de cette dernière dépend d'autres travaux en cours au sein des installations. |

Cependant l'accumulation constatée doit être éliminée rapidement et l'utilisation de la centrale privilégiée. Par ailleurs, le planning de nettoyage doit être complété pour y intégrer ce silo qui n'y figure pas.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – 2ème alinéa |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des nettoyages |
| Prescription contrôlée : <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant dispose d'une procédure de nettoyage des silos (document référencé PR-Q-NETTOYAGE 01) qui renvoie à un plan de nettoyage (EN-Q-SILO-261) fixant la périodicité à respecter pour chaque partie des installations susceptible d'accumuler des poussières.</p> <p>Les périodicités fixées varient de 1 fois par semaine (passerelles supérieures des silos) à une fois par an pour les parties les moins "sensibles".</p> <p>Le registre de nettoyage est tenu informatiquement. Y sont consignés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les personnes ayant procédé au nettoyage,- les parties nettoyées avec précision,- les dates des nettoyages effectués,- le matériel utilisé (balai, aspirateur),- d'éventuelles opérations de "grattage" rendues nécessaires en cas de besoin selon l'état constaté. <p>Ce registre mentionne que les dernières interventions de nettoyage ont eu lieu le 19/07 (soit deux jours avant l'inspection) : si les dates y figurent bien, les moyens utilisés n'ont pas été enregistrés au cours de la semaine écoulée (semaine 29). Il devra donc être complété sur ce point. L'examen du registre au cours du mois écoulé n'a pas mis en évidence de défaut du respect de la périodicité fixée par la procédure en question.</p> <p>La procédure ne prévoit pas d'adaptation de la fréquence des nettoyages pour les installations les plus sensibles en période de forte activité (moissons) : ce point également devra être complété compte-tenu des constats faits lors de la visite.</p> <p>L'inspection note par ailleurs que le planning de nettoyage n'inclut pas le silo "Coque" : il doit donc être intégré au planning pour que ce dernier soit exhaustif.</p> <p>Une consigne de sécurité spécifique a par ailleurs été établie pour préciser les conditions d'intervention d'une société spécialisée pour nettoyer les parties jugées inaccessibles ou les parois des silos (consignation des installations et plan de prévention obligatoires notamment). Cependant les interventions de ces spécialistes ne sont pas programmées, donc pas intégrées dans le planning de nettoyage. Leurs interventions se font "sur demande" mais ne sont pas enregistrées. La traçabilité de ces interventions n'est donc pas assurée. L'inspection demande à ce qu'une réflexion soit menée pour définir une périodicité minimum d'intervention de ce prestataire tenant compte du retour d'expérience du site en la matière. L'exploitant doit pouvoir justifier des dernières interventions réalisées pour le nettoyage "complet" des silos concernés.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 – alinéas 3 et 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens/équipements de nettoyage |
| Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. |
| Constats : La procédure de nettoyage (PR-Q-NETTOYAGE 01) ne privilégie pas clairement l'utilisation de la centrale d'aspiration plutôt que celle du balai mais indique cependant que l'usage des moyens mis en œuvre doit "limiter la mise en suspension des poussières." Dans les faits, l'utilisation de la centrale d'aspiration est très prépondérante selon les enregistrements réalisés dans le registre (hormis pour le silo "Coque" pour lequel aucun enregistrement n'est disponible). Cette centrale est présente dans tous les silos visités, à chaque niveau, où des colonnes d'aspiration permettent de se brancher au réseau d'aspiration. L'efficacité de ce dispositif pour les installations les plus distantes (silo coque notamment) doit être questionnée. La disponibilité de cette installation pour les opérations de nettoyage requises doit être assurée à l'opérateur pour qu'il n'ait pas à recourir à l'utilisation du balai quand un tel dispositif d'aspiration est présent par ailleurs. D'autre part, la société EUREDEN apportera tout justificatif permettant d'attester que cette centrale présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter un incendie ou une explosion (Directive 94/9/CE transposée en droit français par le décret n° 96-1010). Par ailleurs, la procédure de nettoyage n'indique pas la possible utilisation de "soufflettes" (air comprimé) dont la présence a pourtant été constatée lors de l'inspection (fosses de réception par ex.). Les conditions particulières dans lesquelles balais et soufflettes peuvent être utilisés doivent être précisées dans la procédure de nettoyage qui sera également complétée sur ce point. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'incident et asservissements |
| Prescription contrôlée : Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, Le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...) |
| Constats : L'inspection s'est assurée par sondage de la présence de certains équipements prévus pour limiter les émissions de poussières. Dans les galeries sous silos des silos Coque, des silos béton et du silo palplanche, les transporteurs sont capotés. Un asservissement de l'aspiration au fonctionnement des équipements de manutention est présent : le défaut de ventilation arrête les équipements. Par ailleurs, les élévateurs et les transporteurs à chaîne sont équipés d'un système de dépoussiérage, tout comme les nettoyeurs-séparateurs. En particulier, les nettoyeurs, les élévateurs, les jetées des transporteurs sont munis de capots fermés et reliés à un système de dépoussiérage. Les jetées du grain sur les transporteurs sont soumises à un système d'aspiration autonome installé directement sur le sabot des tapis. Les élévateurs sont soumis à une dépression en tête et en pied par le système central d'aspiration, de façon à limiter la présence de poussières. Les transporteurs à bande observés sont équipés de détecteurs de déport de bande. Les appareils tournants identifiés lors de la visite sont équipés de contrôleurs de rotation. Une anomalie détectée est gérée par un système de relais et entraîne le déclenchement d'une alarme au poste de commande. Un test de bon fonctionnement d'un détecteur de déport de bande a ainsi été effectué de manière satisfaisante au cours de l'inspection. Le bon fonctionnement du double asservissement n'a pas été contrôlé au cours de la visite effectuée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |